



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

***Arrêté du 2 octobre 2025
portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets dans les milieux
imposées à la société Aéroport de Bâle Mulhouse
pour son site situé sur la commune d'Hésingue***

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE),

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté,

VU la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau,

VU le Code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V,

VU en particulier les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1er du livre II du Code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin Meuse approuvé par arrêté du 30 novembre 2015,

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux III Nappe Rhin approuvé par arrêté préfectoral le 1^{er} juin 2015,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 32 et 34,

VU les arrêtés préfectoraux n° 970827 du 14 mai 1997 et n° 980892 du 27 mars 1998 autorisant l'Aéroport de Bâle-Mulhouse à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 002261 du 7 août 2000 portant mise en conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 – Aéroport de Bâle-Mulhouse,

VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 portant prescriptions complémentaires à l'Aéroport de Bâle-Mulhouse pour l'exploitation de sa station de traitement des eaux industrielles situées dans l'enceinte de l'établissement de Saint-Louis,

VU le rapport de la visite de contrôle du 6 décembre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU la lettre préfectorale du 9 janvier 2025,

VU les réponses de l'exploitant aux constats de la DREAL sur la surveillance des rejets d'eaux transmis par courrier du 7 mai 2024 concernant l'exploitation d'une station de prétraitement des eaux industrielles de l'aéroport de Bâle Mulhouse sur le territoire de la commune de Saint-Louis, comprenant notamment son positionnement et l'analyse de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur,

VU le rapport du 8 juillet 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU la transmission en date du 22 juillet 2025 du projet d'arrêté pour que l'exploitant émette ses observations,

VU les observations formulées par l'exploitant par courrier du 22 août 2025,

Considérant l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant que l'entrée en application des arrêtés ministériels susvisés des 24 août 2017 et 9 avril 2019 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site de la société Aéroport de Bâle Mulhouse,

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur,

Considérant l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale fixé par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant que la masse d'eau réceptrice, *Grand Canal d'Alsace - Bief de Kembs à Neuf-Brisach*, est classée en mauvais état chimique lors de l'état des lieux défini par l'arrêté préfectoral n°2022/141 portant approbation des SDAGE 2022-2027 des parties françaises des districts du Rhin et de la Meuse et arrêtant les Programmes pluriannuels de mesures correspondants, et qu'il convient d'améliorer cet état au sens des objectifs fixés par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant qu'au vu des éléments transmis par l'exploitant dans le cadre de son positionnement et du déclassement actuel de la masse d'eau pour le paramètre benzo(a)pyrène, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de réviser :

- les fréquences d'autosurveillance en lien avec les prescriptions ministérielles susvisées, et la sensibilité du milieu,
- les valeurs limites d'émission en lien avec les prescriptions ministérielles susvisées, et l'état de la masse d'eau à atteindre ou conserver,

Considérant que la liste des installations raccordées à la station de traitement des eaux industrielles est susceptible d'évoluer et qu'il y a lieu, non pas de fixer la liste des installations autorisées à se raccorder à la station de traitement, mais d'encadrer les modalités d'acceptation de nouveaux effluents,

Considérant que les dispositions prises dans le présent arrêté sont des retranscriptions des dispositions réglementaires ministérielles adaptées à la situation du site, et des principes de compatibilité milieu dictés par les directives et décrets susvisés, qu'elles constituent par ailleurs une sévèrisation globale des prescriptions, dès lors il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis de du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Article 1.2.2 : prescriptions applicables aux installations.

Sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels susvisés pris au titre de l'article L. 512-5 du Code de l'environnement concernant certaines installations soumises à autorisation, le présent arrêté définit les prescriptions d'exploitation des installations classées présentes sur le site. Ces prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements non classés exploités dans l'établissement qui sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Sont notamment opposables les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les prescriptions préfectorales définies antérieurement sont modifiées comme suit :

Références des actes antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté n° 002261 du 7/8/2000	Abrogé	Prescriptions remplacées par le présent arrêté
Arrêté du 12 mai 2016	article 1.1.2 article 2.4.1 article 4.2.2	Modifiés par le présent arrêté : article 1 ^{er} article 2 article 3

	articles 4.3.1 et 9.2.2	article 4
--	-------------------------	-----------

«

Article 2 : qualité des effluents entrant.

Les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des installations raccordées à la station et la nature des effluents raccordés.

Paramètres pouvant être traités par la station (concentrations maximales en entrée) :

Paramètres	Unité	Seuils
PH		6 < pH < 10
MES	mg/l	1500
Hydrocarbures	mg/l	1000
Métaux totaux	mg/l	100
Phosphore	mg/l	100

Tous les autres paramètres doivent respecter en entrée de station de prétraitement les valeurs avant rejet dans le réseau de Saint-Louis Agglomération (SLA), fixées à l'article 4.3.1 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure de l'acceptabilité par la STEI des effluents en entrée, notamment par l'élaboration d'autorisations de rejet avec les industriels raccordés et la réalisation d'analyses au minimum semestrielle. Ces documents et résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le débit nominal de traitement des effluents par la STEI est de 6 m³/h.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. »

Article 3 : point de rejet.

Les dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents traités et émis par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet suivants :

Point de rejet	Sortie STEI (raccordé au point Sud en sortie de la plate-forme Euroairport)
Milieu récepteur final	Grand Canal d'Alsace à Village Neuf
Équipement de traitement en aval du point de rejet	Station d'épuration collective de Saint Louis Agglomération
Coordonnées (Lambert II étendu) du point de rejet en sortie de la Station d'Épuration Industrielle (STEI) de l'EuroAirport	X= 991169,994 Y= 2301244,327 Altitude 268 m
Nature des effluents	Eaux industrielles provenant des bâtiments mentionnés à l'article 2.4.1 + eaux issues de la rétention des cuves extérieures de stockage des effluents
Autres précisions utiles	Les eaux domestiques et pluviales sont canalisées et connectées sur les réseaux appropriés de l'Euroairport

«

Article 4: valeurs d'émissions, fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux de la STEI vers la STEP de SLA (eaux industrielles).

Les dispositions des articles 4.3.1 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Sans préjudice de l'accord avec SLA, les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes :

- température inférieure à 30° C.
- pH compris entre 6 et 8,5
- Débit journalier maximal : 50 m³/jour.

Le traitement étant réalisé par bâchées d'une durée de plusieurs heures, le suivi « 24h asservi au débit » correspond au prélèvement d'un échantillon proportionnel au débit constitué sur une période de 24h, pendant laquelle le traitement d'une bâchée complète au moins aura été effectué.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites (en concentration ET en flux) et le programme d'autosurveillance ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE	VLE en concentration applicable au rejet (mg/l)	Flux maximal journalier en g/j	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Fréquence de la mesure comparative
Débit	1552	50 m3/j		Continu	Continu	Selon les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998
Température	1301	< 30 °C		Continu	Continu	
pH	1302	6-8,5		Continu	Continu	
MES	1305	466	23,3	Suivi mensuel	24h asservi au débit	
DCO	1314	900	45	Suivi mensuel		
DBO5	1313	400	20	Suivi mensuel		
NGL	1551	80	4	Suivi mensuel		
Nitrites	1339	10	0,5	Suivi annuel		
Phosphore total	1350	13	0,65	Suivi mensuel		
Indice phénols	1440	0,3	0,015			
Indice Cyanures totaux	1390	0,1	0,005	Suivi annuel		
Chrome VI	1371	0,1	0,001	Suivi mensuel		
Plomb	1382	0,5	0,005			
Cuivre	1392	0,5	0,005			
Chrome	1389	0,5	0,005			
Nickel	1386	0,1	0,005			
Zinc	1383	2	0,02			
Manganèse	1394	1	0,05	Suivi mensuel		
Etain	1380	2	0,1	Suivi mensuel		
Fer + aluminium	7714	5	0,25	Suivi mensuel		

AOX	1106	1	0,05	Suivi mensuel	
Hydrocarbures totaux	7009	10	0,5		
Fluorures	7073	15	0,75	Suivi mensuel	
<u>Alachlore</u>	1101	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
Anthracène *	1458	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
<u>Atrazine</u>	1107	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
<u>Benzène</u>	1114	0,05	0,0025	Suivi trimestriel	
Diphényléthers bromés (somme des composés)		0,05	0,0025	Suivi trimestriel	
Tétra BDE 47 *	2919	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	24h asservi au débit
Penta BDE 99 *	2916	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
Penta BDE 100	2915	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
Hexa BDE 153 *	2912	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
Hexa BDE 154	2911	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	24h asservi au débit
Hepta BDE 183 *	2910	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	24h asservi au débit
Déca BDE 209	1815	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	24h asservi au débit
Cadmium *	1388	0,005	0,00025	Suivi mensuel	24h asservi au

Chloroalcanes C10-13 *	1955	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	débit
<u>Chlorfenvinphos</u>	1464	0,025	0,00125		
<u>Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)</u>	1083	0,025	0,00125		
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	1103/1173/ 1181/1207	0,025	0,00125		
DDT total	7146	0,025	0,00125		
<u>1,2-Dichloroéthane</u>	1161	0,025	0,00125		
<u>Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)</u>	1168	0,05	0,0025		
<u>Diuron</u>	1177	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	24h asservi au débit
Endosulfan (somme des isomères) *	1743	0,025	0,00125		
<u>Fluoranthène</u>	1191	0,0035	0,00014		
<u>Naphtalène</u>	1517	0,13	0,0065		
Hexachlorobenzène *	1199	0,025	0,00125		
Hexachlorobutadiène *	1652	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
Hexachlorocyclohexane (somme des isomères) *	1200/1201 /1202	0,025	0,00125		
<u>Isoproturon</u>	1208	0,025	0,00125		
Mercure *	1387	0,005	0,00025	Suivi mensuel	

<i>Nonylphénols *</i>	1958	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
<u>Octylphénols</u>	6600/6370/6371	0,025	0,00125		
<i>Pentachlorobenzène *</i>	1888	0,018	0,00072		
<u>Pentachlorophénol</u>	1235	0,025	0,00125		
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (5 HAP) *	7088	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
<i>Benzo(a)pyrène</i>	1115	0,00001	0,0000004	Suivi trimestriel	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (16 HAP)	6136	0,05	0,0025	Suivi mensuel	
<u>Simazine</u>	1263	0,025	0,00125	Suivi trimestriel	
<u>Tétrachloroéthylène</u>	1272	0,025	0,00125		
<u>Tétrachlorure de carbone</u>	1276	0,025	0,00125		
<u>Trichloroéthylène</u>	1286	0,025	0,00125		
<i>Tributylétain cation *</i>	2879	0,025	0,00125		
<u>Trichlorobenzènes</u>	1774	0,025	0,00125		
<u>Trichlorométhane (chloroforme)</u>	1135	0,05	0,0025		
<i>Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) *</i>	6616	0,025	0,00125		
<i>Trifluraline *</i>	1289	0,025	0,00125		
<i>Acide perfluorooctanesulfonique</i>	6561	0,00005	0,000002		24h asservi au débit

(PFOS) *						
Quinoxifène *	2028	0,025	0,00125			
Dioxines et composés de type dioxines (dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD) (1)	7707	0,025	0,00125			
<u>Acronifène</u>	1688	0,025	0,00125			
<u>Bifénox</u>	1119	0,020	0,0008			
<u>Cybutryne</u>	1935	0,005	0,0002			
<u>Cyperméthrine</u>	1140	0,0002	0,00008			
Hexabromocyclododécane (HBCDD) *	7128	0,025	0,00125			
Heptachlore et époxyde d'heptachlore *	7706	0,025	0,00125			
Arsenic	1369	0,025	0,00125			
<u>AMPA</u>	1907	0,45	0,0225			
<u>Glyphosate</u>	1506	0,028	0,0014			
Toluène	1278	0,074	0,0037			
<u>Tributylphosphate</u>	1847	0,082	0,0041			
<u>Biphényle</u>	1584	0,025	0,00125			
<u>Xylènes (somme o,m,p)</u>	1780	0,05	0,0025			
Selenium	1385	0,25	0,0125	Suivi annuel		
Sulfates	1338	400	20	Suivi annuel		
Sulfures	1355	1	0,05	Suivi annuel		
Matières extractibles à l'hexane	1781	150	7,5	Suivi annuel		
	1356	5 mequitox	SO	Suivi		

Matières inhibitrices				mensuel		
--------------------------	--	--	--	---------	--	--

- **Les substances indiquées en gras dans le tableau ci-dessus** (substances de l'article 32-4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne figurant ni dans l'arrêté préfectoral de 2016 ni dans la convention de l'Euroairport avec SLA), si pour quatre analyses consécutives réalisées sur les effluents de la STEI, la valeur d'un paramètre est mesurée à une valeur inférieure à la limite de quantification, le suivi de ce paramètre pourra être abandonné.
- Les substances soulignées dans le tableau ci-dessus, si pour quatre analyses consécutives réalisées sur les effluents de la STEI, la valeur du flux est inférieure à la valeur du seuil défini pour cette substance dans l'article 32-4 de l'AM du 2 février 1998, le suivi de ce paramètre pourra être abandonné.
- Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions suivantes : pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.
- La mesure en continu pour les paramètres températures, débit, et pH, est à mettre en œuvre 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Pendant le délai de mise en œuvre, ces paramètres sont a minima mesurés par bâchée.

L'exploitant doit tenir à la disposition du service d'inspection :

- le bilan de fonctionnement de la STEI,
- la convention de déversement de l'Euroairport avec SLA».

Article 5 : définition d'un programme de surveillance.

Les dispositions de l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, des effluents acceptés, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
Ce document détaille les méthodes d'évaluation par facteur d'émission, en justifiant l'ensemble des calculs et la représentativité des paramètres considérés.

Les articles des titres précédant définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ou de tout texte ultérieur ayant le même objet.

Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé au moins un contrôle par an.
Les prescriptions du présent arrêté en définissent le cadre minimal ».

Article 6 : modalités d'exécution.

Article 6.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Hémingue pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Hémingue.
Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.
L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 6.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 6.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Hémingue et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société

À Colmar, le 2 octobre 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).